

1982, chapitre 46

## LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA CURATELLE PUBLIQUE

---

### **Projet de loi n° 79**

présenté par M. Jacques Parizeau, ministre des Finances

Première lecture le 21 juin 1982

Deuxième lecture le 16 novembre 1982

Troisième lecture le 16 décembre 1982

**Sanctionné le 16 décembre 1982**

---

**Entrée en vigueur: le 16 décembre 1982**

---

### **Loi modifiée:**

Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., chapitre C-80)





## CHAPITRE 46

### Loi modifiant la Loi sur la curatelle publique

[Sanctionnée le 16 décembre 1982]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q., c.  
C-80, a. 2,  
rempl., aa.  
2.1 à 2.4, aj.

**1.** La Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., chapitre C-80) est modifiée par le remplacement de l'article 2 par les suivants:

Curateur  
public.

«**2.** Le gouvernement nomme une personne pour agir comme «Curateur public».

Durée du  
mandat.

«**2.1** La durée du mandat du Curateur public est d'au plus cinq ans; il demeure en fonction, à l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

Rémuné-  
ration.

«**2.2** Le gouvernement fixe la rémunération et les autres conditions de travail du Curateur public.

Adjoint et  
membres du  
personnel.

«**2.3** Un Curateur public adjoint et les autres membres du personnel nécessaires à l'application de la présente loi sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1).

Pouvoirs.

Le Curateur public exerce, à l'égard de son personnel, les pouvoirs d'un dirigeant d'organisme au sens de la Loi sur la fonction publique.

Curateur  
public  
adjoint.

«**2.4** Le Curateur public adjoint assiste le Curateur public dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'absence ou d'incapacité temporaire.».

L.R.Q., c. C-80,  
a. 5, rempl.

**2.** L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant:

Vérification  
des livres.

«**5.** Les livres et comptes du Curateur public sont vérifiés chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement par le vérificateur général; ce dernier peut toutefois désigner un autre

vérificateur de livres et comptes du curateur relatifs aux biens administrés par celui-ci.

Rapport du vérificateur. Le rapport du vérificateur général et celui du vérificateur désigné, le cas échéant, accompagnent le rapport annuel du curateur public.

Honoraires. Les honoraires de tout vérificateur désigné par le vérificateur général sont payés à même les revenus du Curateur public. ».

L.R.Q.,  
c. C-80,  
a. 9, mod. **3.** L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) lorsque le Curateur public reçoit du directeur des services professionnels ou d'un médecin autorisé par celui-ci un certificat attestant, sur recommandation écrite et motivée d'un psychiatre qui a examiné le malade mental, que ce malade est en état d'administrer ses biens;».

L.R.Q.,  
c. C-80,  
a. 12, mod. **4.** L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) des sommes d'argent destinées aux paiements des intérêts et aux remboursements des obligations, billets, débentures ou autres titres de créance à l'exception de ceux émis ou assumés par le gouvernement, lorsque ces sommes d'argent ne sont pas réclamées dans les trois ans qui suivent leur échéance;».

L.R.Q.,  
c. C-80,  
a. 17.1, aj. **5.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 17, du suivant:

Ententes. «**17.1** Le Curateur public peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec ou avec un organisme d'un tel gouvernement, en vue de l'application de la présente loi. ».

L.R.Q.,  
c. C-80,  
a. 24, mod. **6.** L'article 24 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Pouvoir de vendre sans autorisation. «Toutefois, le Curateur public peut, sans autorisation judiciaire ni formalité:

*a*) vendre, par l'intermédiaire d'un courtier et selon les règlements et usages boursiers, des valeurs mobilières cotées et négociées à une bourse reconnue;

*b*) vendre de gré à gré ou à l'encan tout bien meuble d'un administré, dont la valeur n'excède pas 6 000 \$.».

L.R.Q.,  
c. C-80,  
a. 25, mod. **7.** L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Immeuble de moins de 10,000 \$. «Toutefois il peut, sans autorisation judiciaire, vendre de gré à gré tout immeuble dont la valeur, suivant l'évaluation à des fins municipales, n'excède pas 10 000 \$.».

L.R.Q., c. C-80, a. 25.1, aj. **8.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 25, du suivant:

Acquisition par un membre du personnel. **«25.1** L'acquisition, par un membre du personnel du Curateur public, de biens dont celui-ci a l'administration, est assujettie aux restrictions prévues au Code civil pour l'acquisition, par les curateurs, des biens dont ils ont la curatelle.».

L.R.Q., c. C-80, a. 26, remp. **9.** L'article 26 de cette loi est remplacé par le suivant:

Transaction. **«26.** Le Curateur public peut transiger avec la seule autorisation d'un juge de la Cour supérieure; toutefois, il peut transiger sans autorisation judiciaire lorsque la valeur des biens qui font l'objet de la transaction n'excède pas 2 500 \$.».

L.R.Q., c. C-80, a. 28.1, aj. **10.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 28, du suivant:

Sommes remises au ministre. **«28.1** Les sommes d'argent, à l'exclusion des intérêts qui en découlent, provenant des biens dont le Curateur public est l'administrateur et dont les propriétaires ou les héritiers sont inconnus ou introuvables, sont remises au ministre dix ans après la fin de l'administration de ces biens ou, si les propriétaires ou les héritiers y ont renoncé, dès cette renonciation.

Publication d'un avis. Le ministre verse ces sommes au fonds consolidé du revenu, après avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* de la façon déterminée par les règlements.».

L.R.Q., c. C-80, a. 32, mod. **11.** L'article 32 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Destitution de tuteur ou curateur. **«32.** Le Curateur public peut, par requête et sans consultation du conseil de famille, demander la destitution d'un tuteur ou d'un curateur pour les motifs reconnus au Code civil, pour violation de l'article 31 ou lorsque le rapport annuel d'un tuteur ou curateur ou l'enquête tenue en vertu de l'article 21 donne sérieusement lieu de craindre que les biens sous tutelle ou curatelle soient dissipés.».

L.R.Q., c. C-80, a. 32.1, aj. **12.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 32, du suivant:

Curatelle déferée par un juge ou protonotaire. **«32.1** Lorsque la curatelle est déferée au Curateur public par un juge ou un protonotaire, le curateur a sur cette personne et sur ces biens les pouvoirs et obligations d'un tuteur; toutefois il n'a pas la garde de la personne.».

L.R.Q.,  
c. C-80, aa.  
36.1 à  
36.4, aj.

**13.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 36, des suivants:

Nomination  
d'un comité.

«**36.1** Le gouvernement nomme, sur la recommandation du ministre des Finances, un comité chargé de conseiller le Curateur public en matière de placement des biens dont il assume l'administration.

Mandat.

«**36.2** Les membres du comité sont nommés pour un mandat d'au plus trois ans. Ils demeurent en fonction, à l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Allocation  
de présence.

«**36.3** Les membres du comité ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.

Rapport au  
comité.

«**36.4** Le Curateur public est tenu de faire rapport au comité, au moins quatre fois l'an, de l'état de ses placements. ».

L.R.Q.,  
c. C-80,  
aa. 37, 38,  
remp. aa.  
38.1 à 38.3  
aj.

**14.** Cette loi est modifiée par le remplacement de la section V par ce qui suit:

#### «SECTION V

#### «FINANCEMENT

Exercice  
financier.

«**37.** L'exercice financier du Curateur public se termine le 31 décembre de chaque année.

Prévisions  
budgétaires.

«**38.** Le Curateur public doit, chaque année, transmettre au ministre des Finances, à la date que ce dernier prescrit, ses prévisions budgétaires pour le prochain exercice financier.

Appro-  
bation.

Ces prévisions budgétaires sont soumises à l'approbation du Conseil du trésor.

Contrats  
soumis à  
certains  
règlements

«**38.1** Tout contrat susceptible de grever le budget du Curateur public est soumis aux règlements visés dans l'article 49 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).

Rembourse-  
ment des  
dépenses.

«**38.2** Le Curateur public a droit d'exiger, pour l'administration des biens qui lui sont confiés ou pour la surveillance des biens placés sous tutelle ou curatelle, le remboursement de ses dépenses et le paiement des honoraires déterminés par règlement.

Excédent  
des  
revenus.

«**38.3** L'excédent des revenus sur les dépenses pour un exercice financier est versé au fonds consolidé du revenu.

Déficit  
d'opération. Tout déficit d'opération est imputé en diminution du fonds constitué par les revenus provenant des sommes visées dans l'article 28.1. ».

L.R.Q.,  
c. C-80,  
a. 39, mod.

**15.** L'article 39 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe *e*, des suivants:

«*e.1*) pour déterminer, en outre de ceux que prévoit déjà la présente loi, les revenus du Curateur public;

«*e.2*) pour fixer la date à compter de laquelle certains revenus déterminés conformément au paragraphe *e.1* seront intégrés aux autres revenus du Curateur public;»;

2° par l'insertion, après le paragraphe *h*, du suivant:

«*h.1*) pour déterminer le sens de l'expression «après la fin de l'administration de ces biens» contenue dans l'article 28.1;»;

3° par l'addition, après le paragraphe *k*, du suivant:

«*l*) pour déterminer la forme et le contenu de la reddition de compte que doit faire le Curateur public en vertu des articles 34 et 36. ».

L.R.Q.,  
c. C-80,  
a. 42, mod.

**16.** L'article 42 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

L.R.Q.,  
c. C-80,  
aa. 42.1,  
42.2, aj.

**17.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 42, des suivants:

Infraction  
et peine.

«**42.1** Le tuteur ou curateur qui contrevient à l'article 31 et aux règlements adoptés en vertu de cet article commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende d'au plus 1 000 \$.

Poursuites.

«**42.2** Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin. ».

Effet  
d'exception.

**18.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en  
vigueur.

**19.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.